

Me Roshan Rajroop, nouveau président de DIS-MOI

« Faire de DIS-MOI, une ONG de référence en droits humains »

Samedi dernier a eu lieu au siège du secrétariat national de DIS-MOI à Belle-Rose la tenue d'une nouvelle Assemblée générale à l'issue de laquelle un nouveau Board a été constitué. Me Roshan Rajroop est le nouveau président de l'organisation. Il nous livre avec franchise son état d'esprit.

> **Roshan Rajroop, comment devient-on président d'une organisation de droits humains ?**

De par ma fonction d'avoué, je suis appelé à traiter les abus de droits humains que vivent les citoyens au quotidien. Parfois, certains cas me touchent et j'accepte d'en prendre quelques-uns à titre bénévole. C'est tout naturellement que j'ai été tenté de m'engager plus activement au sein d'une ONG des droits humains, la seule à Maurice. J'ai été élu membre du Board par bulletin secret et les neuf membres du Conseil d'administration m'ont choisi pour le présider.

> **Le président est donc celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix ?**

Non. Ce serait même le contraire dans mon cas, car j'ai obtenu moins de voix que mes autres camarades élus, mais ils m'ont proposé le Chair et j'ai accepté.

> **Il semblerait que DIS-MOI traverse une zone de turbulences ces temps-ci...**

C'est vous qui le dites. Voici les faits. Une personne s'abritant derrière l'anonymat, que tous les membres de DIS-MOI connaissent, a choisi d'aller annoncer à la presse que plusieurs membres de l'ancien Board avaient démissionné pour deux raisons précises : a) que DIS-MOI emploierait illégalement une Malgache et b) qu'il y aurait des malversations financières.

> **N'est-ce pas une raison sérieuse pour démissionner ?**

> Certainement, mais le hic, c'est que ces personnes ont démissionné pour divers motifs. Ainsi, l'ancienne présidente a démissionné pour des raisons professionnelles. Elle était furieuse qu'on utilise son nom pour semer le doute dans l'esprit des membres et du public. Idem pour d'autres qui, de façon claire et nette, se sont désolidarisés de ces allégations. DIS-MOI a donc organisé de nouvelles élections conformément à ses statuts.

> **Vous voulez dire qu'il n'y a rien qui devrait inquiéter ?**

Tout n'est pas parfait au niveau organisationnel. DIS-MOI ne compte que trois ans d'existence. Elle s'est placée sur la carte nationale et régionale en peu de temps. Il faut mettre un peu d'ordre organisationnel, mais de là à parler de malversations financières, cela fait sourire. En fait, le mouvement ne ris diaboliquement pas. Nous pouvons vous donner les chiffres. Cela étonnera les Mauriciens qui croient que l'organisation est puissante financièrement. Notre budget 2015 était d'un peu plus d'un million de roupies. Combien d'ONG de notre niveau peuvent rouler avec 1 million de roupies par an, avec un loyer de Rs 10 000 et des employés ? Nos comptes peuvent être vérifiés.

> **Quid du scandale de la Malgache employée irrégulièrement ?**

Le véritable scandale, c'est qu'un pseudo-défenseur des droits humains puisse attaquer cette dame. Son histoire mérite d'être connue des

citoyens mauriciens. Sa famille a fui l'instabilité politique malgache dans les années 1990. Elle a débarqué toute petite sur le sol mauricien avec sa famille. Les années passent, entre-temps, les enfants grandissent et complètent leurs études à Maurice, jusqu'à l'université, en partie grâce à l'aide du regretté James Burty David.

C'est le directeur de DIS-MOI, Lindley Couronne, qui, de façon désintéressée, plaidera leur cause au Bureau du Premier ministre (PMO) avec un argumentaire humanitaire. Il rencontre de hauts fonctionnaires compatissants qui entament les procédures de régularisation de leur situation. En 2014, les enfants obtiendront un permis de résidence sur une base humanitaire – pas pour des raisons de travail – grâce au concours de toutes ces bonnes volontés. Maintenant que la situation a été régularisée par le PMO, où se trouve le problème ?

En 2012, Lindley Couronne fonde DIS-MOI, obtient de l'argent de la fondation RLF. Une allowance de RLF que le directeur remet à cette personne qui aide DIS-MOI bénévolement. Il en informe même le directeur de RLF (un mail le prouve). L'organisation grandit et l'ancien Board de DIS-MOI accepte de donner à cette personne des allowances pour divers projets : il faut bien qu'elle vive non ? C'est ça le scandale ? C'est ça la malversation des fonds ?

> **Toutes ces informations que vous donnez ne sont pas connues du grand public.**

Évidemment. Lorsqu'on veut nuire à l'image d'une organisation, il vous faut réunir trois éléments : une ou deux personnes qui (par frustration ou par haine) veulent faire du mal ; un journaliste complaisant qui n'est pas enclin à rechercher la vérité (en fait l'histoire de cette dame est un scoop) et qui se fait l'instrument conscient ou inconscient des premiers nommés ; enfin des citoyens qui prendront pour argent comptant ce qui est raconté.

> **Je vous sens irrité.**

En tant qu'avoué, je suis bien placé pour savoir que la vérité, parfois, est introuvable parce qu'elle est infinie ! On peut prendre une pincée de vérité, la saupoudrer avec un tissu de propos malveillants et du fiel et présenter cela comme LA vérité. C'est valable pour les palabres du voisin, les ONG et les hommes politiques.

DIS-MOI has taken stock de ce qui s'est passé,



se méfier un peu plus de certaines personnes et poursuivra son travail plus qu'utile pour la société.

> **Quels sont vos projets et vos priorités ?**

En trois ans, DIS-MOI s'est constitué un réseau de plus de 1 000 membres et supporters. Notre ONG est solidement ancrée sur la carte de notre République. Notre extraordinaire travail d'éducation en droits humains se fait en collaboration avec la Speaker, Maya Hanoomanjee. Nous comptons une dizaine de clubs jeunes DIS-MOI dans les collèges. Notre priorité sera de consolider nos structures afin d'être in keeping with our present development. Je veillerai à ce que cette organisation devienne un exemple en matière de gestion. Nous devons aussi forger our identity dans le sud-ouest de l'océan Indien. Notre directeur, Lindley Couronne, a entamé un travail aux Seychelles, où DIS-MOI suit attentivement l'Affaire Harmon Chellen, à La Réunion et bientôt à Madagascar.

> **Le mot de la fin.**

Notre force, c'est d'être indépendant des partis politiques. Nous avons des membres du MSM, du Parti travailliste, du MMM et de Rezistans ek Alternativ. Nous nous devons d'être crédibles politiquement au risque 'd'exploser'.

Je suis convaincu qu'avec notre équipe dynamique, passionnée et résolue, nous saurons faire de DIS-MOI l'ONG des droits humains de référence dans le sud-ouest de l'océan Indien.

BIO DATA

- Avoué depuis janvier 2008.
- Principal Legal Assistant, State Law Office, de 2004 à décembre 2008.
- Secrétaire du Tribunal d'appel de l'Environnement, de décembre 2003 à décembre 2004.
- Senior Legal Assistant, Parquet, d'avril 2002 à décembre 2004.
- Acting Senior Legal Assistant, Parquet, d'avril 2001 à mai 2002.
- Legal Assistant, au Bureau du Directeur des Poursuites publiques, d'août 1995 à mai 2001.
- Clerical Officer au Bureau de l'Attorney General, de juin 1992 à juillet 1995.

Le nouveau Board DIS-MOI 2016/2017

« Rendre plus audible la voix de DIS-MOI »

Les neuf nouveaux membres du conseil d'administration de DIS-MOI expliquent les motifs de leur engagement, et le sens du combat mené pour la promotion des droits humains.



VICE-PRÉSIDENT: ALAIN AURIANT

Artiste et travailleur social. « Je travaille pour une ONG basée à Rose-Belle et qui a pour mission d'éradiquer la pauvreté. J'ai rejoint DIS-MOI, car il nous faut une ONG engagée dans le plaidoyer et la formation, afin de militer pour la protection des droits humains. Nous vivons une situation où il est assez difficile pour les citoyens de comprendre leurs droits. Membre de la commission personnes âgées, je milite aussi pour le respect des droits des personnes âgées. »

SECRÉTAIRE: VIJAY NARAIDOO

Retraité du ministère de l'Éducation. Il a exercé dans les relations publiques et y a été attaché de presse. « La question des droits humains m'intéresse depuis mon engagement dans la section Unesco à Maurice. On ne peut prendre pour acquis les droits que nous avons. Il est essentiel d'assurer la formation des citoyens, jeunes ou âgés, à la question des droits humains. À travers la plateforme DIS-MOI, nous voulons toucher les citoyens où qu'ils se trouvent. Les diverses institutions, ministères, ONG et activistes doivent également veiller à ce qu'ils soient informés de leurs droits. À la maison, à l'école, il faut sensibiliser les enfants à leurs droits, à leur appartenance à la République et à leurs responsabilités. »

ASSISTANTE SECRÉTAIRE: ARIELLE MORAGHEN

Détentrice d'une licence en Informatique et Gestion. Travaille depuis huit ans au ministère des Finances. « La thématique des droits humains a toujours suscité mon intérêt. J'ai milité durant des années au sein d'Amnesty International. Après la fermeture du bureau Maurice, j'ai rejoint DIS-MOI, étant donné que cette ONG milite aussi pour les droits humains. J'ai intégré le Board afin de contribuer au travail de terrain. Je veillerai au bon fonctionnement de l'ONG. Le secrétariat se charge de l'opérationnel et travaillera de concert avec le Board pour la concrétisation de nos objectifs. »

TRÉSORIÈRE: BÉATRICE MERCIER-CAILLEAU

Étudiante en Psychologie. « Le respect des droits humains est une cause qui me touche personnellement. En tant que membre du Board, je veux apporter ma contribution en aidant à améliorer la situation des droits humains dans notre société. Notre objectif 2016 : mettre l'accent sur l'éducation, la formation en droits humains : dans les institutions scolaires (à travers nos clubs), auprès du grand public à travers les cours en citoyenneté, les activités et les campagnes que nous mènerons, y compris auprès des personnes les plus vulnérables de notre société. »

ASSISTANT TRÉSORIER: RAJEN COOPAN

Enseignant à la retraite. Il a également eu l'occasion de collaborer (à temps partiel) à la formation des jeunes enseignants du primaire. « J'ai été membre du Board pour l'année 2014, mais j'ai pris de la distance des activités de DIS-MOI en 2015. Maintenant, je suis plus libre et peux être plus actif au sein de l'Organisation. Je compte surtout travailler pour mettre sur pied une commission sur le racisme/com-munalisme. »

MEMBRE DU BOARD: AJAI DABY

Journaliste de carrière, un des membres fondateurs de DIS-MOI. « Je suis heureux de revenir au Board cette année et de découvrir que l'Association a considérablement grandi et s'est imposée dans le paysage social de Maurice. Elle reste néanmoins fragile, car la culture des droits humains a encore du chemin à faire au sein de notre République. D'où mon engagement pour renforcer les structures de DIS-MOI et contribuer à rendre notre voix plus audible. »

MEMBRE: ANOUSHA DUVA-PENTIAH

Membre Exécutif et Responsable de la Commission Enfants. « J'ai rejoint le Board de DIS-MOI afin d'apporter un appui à l'organisation. J'espère aider le nouveau Board à gérer les affaires de DIS-MOI afin que nous puissions, comme une équipe solide, agir sur les objectifs que l'organisation a établis pour cette année. J'aimerais voir un Board actif et plein de ressources pour que l'organisation fonctionne de façon professionnelle, que nous apportions notre soutien total au secrétariat, au directeur et à l'organisation. »

MEMBRE DU BOARD: INDRANEE BOOLELL-BHOYRUL

Avocate depuis 30 ans. Leader de la commission 'Déracinons le trafic humain à Maurice' membre du Board. « J'ai œuvré pour les droits des travailleurs bangladais exploités à Maurice, ainsi que des filles et jeunes femmes forcées à la prostitution par des proches. Ce fléau prend de l'ampleur à Maurice. Avec le directeur de DIS-MOI, nous avons décidé de nous atteler à cette cause. D'où la création de la commission 'Déracinons le trafic humain à Maurice' pour lutter contre la traite des humains et protéger les victimes. Nous multiplierons nos activités pour inviter tous les citoyens à partager combat. »



DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, 11 BROAD AVENUE, BELLE-ROSE, QUATRE-BORNES - TEL : 466 5673
INFO@DISMOI.ORG - HTTP://WWW.DISMOI.ORG

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et /ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.